



Edito.



Pour une rentrée sociale forte et déterminée !

Dans les semaines qui viennent, plusieurs rendez-vous d'actions unitaires catégorielles ou interprofessionnelles sont programmés et la FSU 37 appelle tous les personnels, les retraités à s'y retrouver massivement.

Cette rentrée doit être marquée par le retour sur le devant de la scène de la question sociale avec en ligne de mire le débat électoral des élections présidentielle et législatives de 2022. L'intervention massive du monde du travail pour promouvoir un modèle de société plus juste, solidaire, respectueux des libertés publiques et de l'environnement est indispensable.

Nous exigeons toujours que le gouvernement planifie une réelle stratégie sanitaire pour les prochains mois, anticipant les différentes hypothèses de circulation du virus, et en massifiant la campagne vaccinale pour favoriser l'accès au vaccin au plus proche des personnels comme de la population et que les moyens humains et matériels soient en urgence dégagés (filtration de l'air, tester-isoler-tracer) pour permettre en particulier le bon fonctionnement de l'ensemble des services publics et la protection des agent-es et des usager-es.

La situation sanitaire ne peut et ne doit pas être utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié-es dans tous les domaines : emplois, conditions et temps de travail, droit de grève, salaires, sécurité sociale, retraites et assurance chômage en particulier.

Malgré les attaques récurrentes dont ils sont l'objet, les services publics et les agent-es ont montré, par leur engagement au service de l'intérêt général, leur caractère indispensable à l'occasion de la crise sanitaire. Défendre et promouvoir un Service Public fort et efficace est essentiel car il constitue une garantie contre les toutes inégalités, l'individualisme, le clientélisme, « la loi du plus fort »...

Notre École a été soumise à rude épreuve et ses personnels ont terminé l'année dans un état d'épuisement et de lassitude rarement atteint. Hélas, la rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie... Car cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation. Macron et Blanquer auront préféré agir par la provocation comme lors des déclarations à Marseille visant le démantèlement de la fonction publique...

Les rendez-vous sont prévus : soyons-y rassemblés, nombreux !

Christophe Percher

Dispensé de timbrage
Déposé le

Juin, Juillet,
Août 2021
n° 107

TOURS CTC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

«2ème ligne d'adresse»
«3ème ligne d'adresse»
«4ème ligne d'adresse»
«5ème ligne d'adresse»
«6ème ligne d'adresse»

«1ère ligne mention de routage»

Sommaire

P1 : Edito

P2 : Enseignement professionnel - Retraités

P3 : CHSCT, Services Publics

P4 : Mobilisation Education et interprofessionnelle

Bulletin trimestriel de la Fédération Syndicale Unitaire d'Indre-et-Loire
18, rue de l'Oiselet 37550 St Avertin
02 47 64 93 01 fsu37@fsu.fr
n° CPAP: 0725 S 07443 n° ISSN : 1247-4118
Directeur de publication: Vincent Martinez
Prix : 0,20 € Abonnement : 6€
Imprimé par nos soins. Ce bulletin a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU 37. Conformément à la loi du 08/01/78, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU37.



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Pour un plan d'urgence dans l'éducation : Grève le 23 septembre. Appel FSU37, Fnec-Fp-Fo, Cgt-Educ, Sud-Educ.
MANIFESTATION 10H PLACE JEAN JAURES à TOURS

Retraités : journée de mobilisation le 1er octobre. Appel FSU37, CGT, FGR, CFTC, CGC, Solidaires
MANIFESTATION 10H30 PLACE JEAN JAURES à TOURS

Pour nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail et d'études : Grève le 5 octobre Appel FSU37, FO, CGT, Solidaires.
MANIFESTATION 10H PLACE DE LA LIBERTE à TOURS



**NO PROFIT ON
PANDEMIC.EU**
<https://eci.ec.europa.eu/015/public/#/screen/home>

Contacts FSU 37:

18 rue de l'Oiselet
37550 Saint Avertin
Mel : fsu37@fsu.fr

Après une première partie en visio courant mars pour renouveler ses instances, le SNUEP-FSU s'est réuni en congrès national à Dijon du 29 juin au 2 juillet afin de mettre à jour ses mandats. La plus grosse délégation était celle d'Orléans-Tours, qui comportait en outre plusieurs co-rédacteurs des différents thèmes (formation professionnelle émancipatrice, services publics renforcés et statuts reconnus, société humaniste et solidaire, syndicalisme de luttes et de propositions), finalisés après les échanges cet hiver en congrès académique avec les adhérent-es.

Le congrès précédent s'étant déroulé en mars 2017 (à Bourges), le SNUEP-FSU devait se doter d'une feuille de route adaptée aux nombreux dégâts qui se sont accumulés au cours des années Macron-Blanquer. Tout en dénonçant les conséquences de la *Transformation de la Fonction publique* (qui vise à écarter les syndicats et à individualiser les carrières pour mieux isoler les fonctionnaires face à la hiérarchie) et de la révolution libérale (qui casse le modèle social, réduit les libertés individuelles, développe la répression), le SNUEP-FSU a rappelé ses valeurs, ses combats (contre les discriminations, pour les services publics, pour une véritable transition écologique...) et préparé le renforcement de sa place au sein de la FSU, en particulier aux côtés du SNES et du SNEP pour défendre l'enseignement public du 2^d degré.

Le SNUEP-FSU s'est aussi armé pour combattre la *Transformation de la voie professionnelle*, qui finira de se déployer à la rentrée prochaine, ainsi que la loi *Avenir pro*. Toutes deux en effet organisent le démantèlement de l'enseignement professionnel public et l'affaiblissement des diplômes : horaires des élèves diminués (notamment en français et en maths), temps de préparation à un métier réduit avec les familles de métiers en 2^de bac pro, dispositifs démagogiques comme le « chef-d'œuvre » ou la co-intervention, mixage des parcours... L'objectif est d'imposer l'apprentissage, de plus en plus dérégulé, comme unique voie pour insérer les jeunes dans le monde du travail.

Le SNUEP-FSU (Syndicat des enseignants des lycées professionnels) ne cessera de défendre les conditions de travail des collègues, de se battre pour une formation professionnelle émancipatrice et ambitieuse, de dénoncer les attaques contre le service public d'éducation.



Bien vivre sa retraite, une exigence !
Mobilisation, action le 1 octobre !



Septembre, octobre, novembre, seront des mois clés pour les retraités. C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité sociale et de la loi des finances. Alors, mobilisons-nous pour satisfaire nos revendications.

Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires

0,4 % d'augmentation au 1er janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires alors que les prix ont augmenté de 1,6 %, le compte n'y est pas ! Ils nous ont spoliés 2 ans sur les pensions et retraites de base et 4,5 ans sur les complémentaires par les reports et le gel des revalorisations. La valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs, de réduire l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites.

Augmenter les retraites et pensions en les indexant sur l'évolution du salaire moyen. Pas de retraite inférieure au Smic. Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge, améliorées afin de garantir le niveau de vie du conjoint-e survivant et son extension aux couples pacés, concubines.

C'est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. C'est d'utilité publique pour favoriser la croissance de l'économie dont le pays est en manque alors qu'il en a tant besoin.

Redonner du pouvoir d'achat aux retraités permet le bien vieillir.

Sécurité sociale – santé – autonomie

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel. Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes. De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants. Ça suffit ! Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous. 100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier. Nous réaffirmons la nécessité de levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant source de profits inadmissibles.

La santé n'a pas de prix Les personnes âgées représentent plus de 75 % des décès dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD, ainsi que 200 000 embauches dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité sociale sont indispensables pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et des pensions corrects. Nous refusons la CSG, les taxes ou impôts divers.

Services publics

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales. Ce sont bien des services de proximité, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public. Le seul accueil par internet n'est pas du service public. Oui nous voulons une retraite en bonne santé, une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.

Ma retraite je l'ai gagnée, mon droit au bien vieillir, je le revendique, mes revendications je les défends.



31 mars : action retraités



Séance du 1er juin : enquête du CHSCT.

**Enseignants mis en danger au travail à l'école
Croix Pasquier. Le point sur un acquis au service
des personnels.**

**Comprendre comment les collègues de l'école ont pu subir si
longtemps un climat de stress, de peur au travail ! Il aura fallu
un avis voté à l'unanimité des syndicats, FSU, FO et UNSA,
présents au CHSCTD pour contraindre le DASEN à accepter
qu'une enquête soit menée. La frilosité de l'administration à
regarder des réalités en face est enfin repoussée.**

La FSU37 se félicite qu'une telle étape ait été franchie.

Les différentes étapes

Le DASEN a arrêté la composition d'une commission d'enquête
comportant 5 membres : un représentant proposé par chaque
syndicat (FSU Christophe Percher, FO, UNSA) et deux représen-
tants de l'administration.

Cette commission a proposé d'auditionner tous les personnels
concernés (enseignants, IEN, atsem, aesh, rédacteur de la fiche
du RSDGI)

Une première analyse partagée des entretiens a eu lieu en com-
mission. *Après cette étape, FO a refusé de participer à la com-
mission bien qu'ayant demandé que l'enquête soit menée et
qu'un de ses représentants y ait été mandaté.*

La commission a rédigé un rapport qui comprend l'analyse de la
situation et des préconisations à suivre pour éviter que de tels
risques ne se reproduisent.

Lors de ce CHSCTD, le rapport a été présenté au DASEN et aux
représentants des personnels. (Il a été présenté aux collègues
de l'école.)

**En l'occurrence, l'administration, que cela soit sur sa réactivé,
sur sa gestion administrative des dossiers, sur sa présence au
plus près des collègues, sa connaissance des droits des person-
nels, des outils de protection, de la mise en lien avec d'autres
services de l'Etat est sollicitée : elle a des progrès immédiats à
faire. Le temps où on « laisse le temps au temps » doit être
révolu.**

**Il appartient au DASEN de prendre acte des conclusions et de
mettre en œuvre des actions pour EVITER QUE CELA NE SE
REPRODUISE. Sa responsabilité est engagée.**

**La FSU37 y veillera en exigeant que des actes concrets soient
annoncés et en suivant les situations de près au CHSCT.**

Contre l'extrême droite : la FSU37 mobilisée...

Nous constatons un climat politique et social alarmant. S'allier
avec l'extrême droite ou reprendre ses idées ne constituent plus
un interdit. Les propos et actes racistes et sexistes au travail et
dans la vie se propagent. Les attaques contre les libertés et les
droits sociaux s'accroissent gravement. Dans ce contexte poli-
tique, économique, social et sanitaire les injustices explosent et
gènèrent une forte misère sociale.

Face à ce climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés
individuelles et collectives, **le 12 juin**, la FSU37 s'est fortement
mobilisée lors d'une journée dénonçant les idées d'extrême
droite. D'autres initiatives sont en préparation avec les organisa-
tions CGT et Solidaires.



Macron s'en prend aux services publics de Marseille!



En déplacement à Marseille, le président de la Répu-
blique devait notamment annoncer un « plan » pour
rénover les écoles de Marseille dont le bâti est déla-
bré, résultat de l'absence d'investissement public au
cours des 20 dernières années. Mais, dans son discours, aucun montant,
aucun calendrier de rénovation et aucune modalité de mise en œuvre
n'ont été précisés. Au contraire, le Président de la République s'est livré à
un exercice de dénigrement des agent-es du service public et a annoncé
la mise en place de dispositifs qui feraient des écoles de Marseille un
terrain d'expérimentation de la dérégulation de l'Éducation nationale.

Le recrutement des professeur-es des écoles par les directeurs et direc-
trices d'école ouvrirait une brèche dans le fonctionnement du service
public d'éducation : Emmanuel Macron cherche à substituer aux muta-
tions régies par des règles connues de tous un recrutement sur profil,
ouvrant la porte à l'opacité et au clientélisme. Les écoles marseillaises
n'ont pas besoin d'un nouveau modèle managérial qui met à mal le ser-
vice public d'éducation et dénature les relations entre les personnels,
elles ont besoin de moyens pour fonctionner correctement et d'ensei-
gnant-es en nombre suffisant, reconnus et valorisés socialement !

Le président a aussi annoncé la création d'une société publique en charge
de la réhabilitation des écoles les plus délabrées. Cette structure préfi-
gure-t-elle une nouvelle forme de désengagement de l'État de ce dossier
très sensible à Marseille ? N'est-ce pas le retour des projets de partena-
riats public/privé qui ont fait tant de mal aux écoles marseillaises ?

Sur sa lancée, Emmanuel Macron a également pointé l'absentéisme et les
grèves des personnels de la ville de Marseille qui ne sont pourtant en rien
responsables de la dégradation des locaux scolaires. En stigmatisant les
personnels territoriaux, il tente de détourner l'attention et de reporter
sur eux la responsabilité de l'Etat alors même que l'engagement des
agent-es de la ville de Marseille a été salué par toutes et tous au plus fort
de la crise sanitaire. Il a également mis en cause les enseignant-es, qui
seraient absent-es des écoles difficiles. Pour la FSU ces propos sont insul-
tants et portent atteinte à l'ensemble des agent-es publics.

En définitive, Emmanuel Macron instrumentalise la crise multiforme que
connaît la ville de Marseille : il prend prétexte des fractures écono-
miques, sociales et scolaires de la ville pour pousser des propositions
néolibérales qui ne vont faire qu'aggraver la situation et qui ont déjà fait
la preuve de leur inefficacité. Cette instrumentalisation est irresponsable
et ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Marseille n'est pas un terrain de
jeu politique où un probable futur candidat à l'élection présidentielle
peut venir tester les mesures régressives de son projet politique, qu'il
entend bien étendre à tout le service public d'éducation, et plus large-
ment à tous les services publics.

Les marseillais-es ont droit aux mêmes services publics que sur le reste du
territoire. Des services publics confortés dans leurs missions et dotés des
moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. C'est une condition in-
contournable pour faire vivre et respecter les promesses républicaines
indispensables pour assurer la cohésion sociale et défendre l'intérêt gé-
néral.

La FSU exige que des moyens à la hauteur des enjeux soient débloqués
pour garantir à tous les élèves un même droit à l'éducation et à tou-tes
les usager-es un égal accès aux services publics, sur tout le territoire.

Aussi, elle invite les personnels à ne pas supporter le dénigrement de leur
travail et à se mobiliser le **23 septembre**, à l'appel de l'intersyndicale de
l'éducation, et le **5 octobre** à l'appel de l'intersyndicale interprofession-
nelle pour l'emploi, les rémunérations et les conditions de travail.

Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail.

Grève le 23 septembre...

FSU37, Fncf-Fp-Fo, Cgt-Educ'Action, Sud-Education

URGENCE
SERVICE PUBLIC
D'ÉDUCATION

**Action /
Réaction**

L'École a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint.

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Par ailleurs, alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public :

- refus de créer un collectif budgétaire pour la création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins et annuler les suppressions de postes notamment dans le 2d degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée

- publication de la circulaire de rentrée sans qu'aucune concertation préalable n'ait été organisée. De plus, son contenu relève davantage de la promotion de la politique mi-

nistérielle.

Encore une fois, le ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise.

Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Au-delà de la deuxième tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards, il est bien difficile de voir de quelconques perspectives de revalorisation pour les années à venir. Il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels.

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Suite aux déclarations du Président de la République à Marseille, nous réaffirmons notre opposition au projet de loi Rilhac.

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Nos organisations appellent la profession à se mobiliser afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Éducation. Notre École ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

Elles appellent les personnels à se réunir, y compris avec les parents d'élèves, pour lister les revendications et organiser les mobilisations nécessaires. Nos organisations soutiendront toutes ces actions qui doivent permettre de préparer une action nationale d'ampleur. Elles appellent les personnels à la grève le 23 septembre. Elles appelleront à poursuivre ces actions, en particulier dans le cadre de la mobilisation interprofessionnelle le 5 octobre.

Le 5 octobre, mobilisé-es pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études !

Les organisations syndicales CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF – UNL réunies le 30 août appellent à la mobilisation de l'ensemble des travailleur-ses du secteur privé et public, et la jeunesse, le mardi 5 octobre 2021.

Elles rappellent qu'elles ont mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Elles ont, à cette occasion, formulé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire.

Elles s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié-es et des jeunes. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salarié-es.

En cette rentrée, l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail. La précarité est en forte hausse, et malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste d'actualité. Le retour de la réforme des retraites que nous avons com-

battue et empêchée revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites. Le chômage partiel a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.

Trop de salarié.es, notamment les travailleur-ses particulièrement exposé-es et dits de « 2ème ligne », maintenu.e.s à de bas salaires ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration.

Les agent.e.s de la fonction publique attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nos organisations réclament le rétablissement.

C'est pourquoi elles exigent :

- L'augmentation des salaires,
- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales

permettant de préserver et de créer des emplois ;

- l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- Le rétablissement de tous les droits et l'ibér-tés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Les organisations CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF – UNL affirment l'urgence d'augmenter le SMIC et les grilles de classifications, le point d'indice de la Fonction Publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Elles appellent les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraité.es à se mobiliser, le 5 octobre, par la grève et les manifestations, pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale.

